Soirée-débat : La classe politique française et les dictatures du monde arabe

Le COMITE ACTION PALESTINE
vous invite à une soirée-débat
avec **Youssef Girard** , historien
La classe politique française et les dictatures du monde arabe.
Jeudi 24 février 2011
20h00, Athénée Municipal, Bordeaux

Soutien aux luttes des peuples tunisien et algérien

Depuis près de deux mois, le peuple tunisien a pris en main son destin. Il aura fallu qu'un jeune diplômé au chômage, et d'autres après lui, tombent en martyr pour allumer le feu de la contestation, après plus de vingt ans d'oppression et de terreur. Puis ce fut au tour de la jeunesse algérienne des quartiers populaires de sortir dans la rue pour dénoncer l'injustice sociale.

Les peuples tunisien et algérien nous montrent encore une fois que l'oppression et l'injustice engendrent inexorablement la résistance de ceux qui la subissent. Le peuple tunisien fait la preuve qu'un peuple uni est plus fort que ses oppresseurs. Corrompus, gangrénés par une classe d'affairistes voraces,

l’Etat tunisien, comme tous les Etats arabes, n’est que le relais des intérêts occidentaux, et en particulier des intérêts français. Le silence de la classe politique française et des « intellectuels » médiatiques, face à la répression du mouvement populaire menée par Ben Ali, le montre.

Pour préserver les intérêts capitalistes français et par peur du parti islamique, la gauche et la droite ont soutenu cette dictature impitoyable. Au lieu de se taire, cette classe politique coloniale continue encore aujourd’hui à faire la leçon au peuple tunisien en lui dictant ce qu’il devrait faire. Totalement discréditée, elle continue pourtant d’aboyer alors qu’elle devrait se taire, et laisser le peuple tunisien décider de son destin. La révolution tunisienne est une affaire du peuple tunisien, le choix des futurs dirigeants de l’Etat tunisien est une affaire du peuple tunisien.

La révolution tunisienne est un exemple pour tous les peuples du monde arabe. Face à la solidarité des dictatures des pays arabes et de l’impérialisme occidental, il n y a qu’une seule issue : la solidarité des peuples arabes pour détruire ces dictatures soutenues par les Etats occidentaux et l’Etat israélien.

Nous, Comité Action Palestine, qui soutenons inconditionnellement la résistance du peuple palestinien contre la plus abjecte des oppressions qu’est le sionisme, tenons à exprimer notre totale solidarité avec le peuple tunisien et les mouvements populaires du monde arabe qui réclament la liberté et l’égalité.

Sheikh Raed Salah : les Etats-Unis et des pays européens participent à la judaïsation d'al-Qods et de la Cisjordanie

le 18/1/2011 7:40:00 (976 lectures)

Dans l'interview accordée à la chaine du Hamas Al-Aqsa tv, Sheikh Raed Salah, dirigeant du Mouvement islamique de la Palestine de 48, analyse les mécanismes de la judaïsation de la ville d'Al Quds et de la mosquée d'Al Aqsa et plus généralement de la Palestine occupée. Quatre idées majeures ressortent de cette étude pénétrante.

La première idée est que la domination coloniale sioniste et sa pérennisation reposent aujourd'hui sur ce processus de judaïsation qui est au sens fort du terme un processus de purification ethnique. Sheikh Raed Salah insiste sur l'évolution des discours politiques sionistes relatifs à la déportation des Palestiniens de 48 : s'il y a quelques années ces discours avaient une visée électoraliste, aujourd'hui ils font véritablement partie d'un plan. Ainsi la méthode utilisée pour chasser la population d'Al Quds est l'instauration d'impôts exorbitants pour obliger les Palestiniens à vendre demeures et commerces.

Ce plan, et c'est la deuxième idée-force, est mené conjointement par les Israéliens et par les occidentaux. Preuve en est le financement à coup de milliards par les Etats-Unis et l'Europe des colonies et des villes israéliennes en Cisjordanie. L'introduction de la drogue et des armes dans les villes palestiniennes a pour objectif de faciliter la judaïsation en affaiblissant la résistance palestinienne.

Ce que montre en troisième lieu le Sheikh Raed Salah, c'est que malgré les tentatives sionistes de déstructurer la société palestinienne, la résistance pour la défense de la mosquée Al Aqsa, pour la préservation du caractère palestinien, arabe et musulman d'Al Quds et pour la déjudaïsation de la terre de Palestine, devient chaque jour plus forte. Cette résistance est une résistance de tous les jours, humaine, juridique et financière. Mais c'est aussi une résistance globale politique et idéologique à l'instar de l'action menée par Haut comité de suivi des masses arabes en Palestine de 48.

Enfin la dernière idée défendue par Sheikh Raed Salah appelle à la réconciliation inter-palestinienne qui constituerait sans nul doute la meilleure option pour contrer la stratégie de nettoyage ethnique menée par l'alliance israélo-occidentale.

Mercredi 12 janvier 2011

Dans une interview réalisée récemment par la chaîne al-aqsa.tv, sheikh Raed Salah a dénoncé la collaboration américaine et européenne à la judaïsation de la ville d'al-Qods, de la mosquée al-Aqsa et de la Cisjordanie. Il a également défini les moyens de faire face à la judaïsation de la ville sainte, en Palestine et dans les pays arabo-musulmans, tout comme il a insisté sur la nécessité de la réconciliation palestinienne sur les bases militantes et demandé aux peuples et aux régimes arabo-musulmans de ne pas abandonner leurs devoirs en vue de la libération de la Palestine.

Commençant par le rôle du mouvement islamique la société palestinienne de l'intérieur, il a affirmé que le mouvement islamique n'abandonnera jamais la question d'al-Qods et d'al-Aqsa, et que ses efforts se sont multipliés lorsque lui-même se trouvait en prison, car « la mosquée al-Aqsa restera dans nos cœurs, dans le cœur de tout palestinien, tout arabe et tout musulman libres. Et le mouvement islamique est l'avant-garde de notre peuple, il porte la question d'al-Qods et d'al-Aqsa en particulier ». « Si l'occupation israélienne pense qu'elle peut briser notre volonté, elle est stupide. De plus, Al-Qods et la mosquée al-Aqsa ne sont pas des affaires personnelles, mais c'est une question de principe. Le jour où nous abandonnons ce principe, c'est une phase de suicide, individuel et collectif. Pour préserver notre existence et l'authenticité de notre appartenance, nous n'abandonnerons jamais nos constantes, en général, affirmant toujours qu'al-Qods et la mosquée al-Aqsa sont une affaire palestinienne, arabe, musulmane, avec une souveraineté palestinienne arabe et musulmane. Avec l'aide de Dieu, l'occupation s'en ira. »

Il a dénoncé les méthodes « israéliennes » visant la cohésion et la paix sociale interne palestinienne, dans les territoires occupés en 48, affirmant que le danger de la situation interne ne concerne pas spécifiquement le mouvement islamique, mais l'ensemble de la société palestinienne de l'intérieur, disant :

« Nous ne vivons pas aujourd'hui une situation qui menace le mouvement islamique, mais une situation qui menace toute la présence palestinienne à l'intérieur. Nous, en tant qu'individus et groupes, nous sommes menacés par la prison, le meurtre ou la déportation. Il y a vingt ans, il y avait des voix dans la société israélienne qui appelaient à notre déportation, mais d'autres voix les contestaient. Aujourd'hui, la situation a changé. Il y a des appels dans la société israélienne pour nous déporter. Ces appels trouvent un grand soutien de la part des institutions israéliennes, à partir du chef du gouvernement, puis le gouvernement, le ministre des AE, de nombreux partis ayant une influence prépondérante sur la décision politique. Aujourd'hui, l'appel à nous déporter n'est plus un appel politique pour gagner des voix lors des élections, mais c'est un appel qui s'insère dans une stratégie adoptée par des partis influents et des ministres. Nous commençons à entendre même l'élaboration de plans pour son exécution. Il y a eu l'appel à déporter la population de la ville d'Umm al-Fahem, sous des appelations diverses, modification des frontières ou échange de populations. Pour nous, c'est une déportation semblable à ce qu'a vécu notre peuple palestinien au cours de la Nakba de la Palestine. C'est ce qui nous menace, à Umm al-Fahem, à al-Naqab, à al-Jalil et les villes côtières.

Nous assistons à des tentatives de démanteler et affaiblir notre société : au moyen de la drogue, les vendeurs de drogue sont libres d'agir dans notre milieu, mais aussi par la diffusion des armes dans l'intérieur palestinien ; cette situation est très inquiétante car la propagation des armes et de la drogue se fait parmi les jeunes et moins jeunes, et une situation d'anarchie très dangereuse menace la paix sociale à l'intérieur de notre société. Cela est étudié et conçu, et je le dis fermement, quand nous voyons comment l'institution israélienne traite la question de la drogue, par exemple, dans la ville de Khdayra (judaïsée presque entièrement), ce qui est très différent de la façon de la régler dans Umm al-Fahem, cela veut dire que l'appareil officiel israélien doit être accusé à ce propos. Lorsque nous voyons comment le même appareil sécuritaire traite la question des armes dans la colonie-ville Karma'il, et dans la ville arabe de Nasra, nous ne pouvons qu'accuser cet appareil. Il y a une tentative de la part des appareils officiels de faire entrer la drogue et les armes dans la société palestinienne, avec pour résultat de faire exploser la société palestinienne de son intérieur même. »

Concernant la situation d'al-Qods et de la mosquée al-Aqsa, sheikh Raed Salah a insisté sur le fait que leur tragédie est due à l'occupation, qui est « le danger le plus grave » car « tant qu'il y a occupation, il y a judaïsation d'al-Qods, et domination sur la mosquée, pour bâtir un temple mythique » . « Ce danger existe dès les premiers instants où l'occupation d' al-Qods a eu lieu. Avec le temps, ce danger s'est accru et les moyens hostiles se sont accélérés ». « L'occupant s'est tout autorisé pour judaïser al-Qods, dominer al-Aqsa et bâtir un temple mythique. Il se permet de confisquer des terres appartenant à notre peuple à al-Qods, à démolir les maisons de notre peuple, à s'emparer des maisons et à déporter. Des députés sont menacés mais il défendent leur présence dans leur ville. Adnan Ghayth de Selwan, également, est menacé de déportation, Abou Tayr a été déporté par la force des armes de la ville d'al-Qods. Des chiffres sont exposés publiquement, comme un défi à la nation arabo-islamique. Ils veulent, avant 2020, judaïser toute l'ancienne ville d'al-Qods et avant 2050, judaïser toute la zone d'al-Qods, vers Bethlehem, Ramallah, Ariha, et ils ne veulent aucune présence palestinienne dans ces lieux. Jusqu'à présent, de jour comme de nuit, sur le sol et sous le sol, dans tous les domaines de la vie, tous leurs actes sont dirigés vers un seul objectif : judaïser al-Qods, expulser notre peuple et procéder à un nettoyage ethnique. C'est la tragédie d'al-Qods ».

Concernant la vie quotidienne des maqdisis, et les difficultés auxquels ils font face, du fait de l'occupation, sheikh Raed Salah a donné en exemple le problème des impôts, qui ne sont pas conçus seulement pour financer l'occupation, mais surtout pour expulser et hâter le nettoyage ethnique. La collecte des impôts par les services de l'occupation, dont la police, est un acte de guerre des plus hideux. Elle vise à ruiner les Palestiniens : quand le Palestinien ne peut payer, « il propose sa maison à la vente aux enchères pour payer ses impôts, il reste sans maison et est alors menacé de déportation à tout instant. Je sais qu'il y a des hôtels madqdisis, qui étaient prospères, qui participaient à la vie économique. Ils sont menacés de la vente aux enchères, à cause des impôts qui ont été imposés. Partout, les gens ne peuvent plus rester dans la ville à cause des impôts. La protection de la ville est menacée par la vente aux enchères due aux impôts. Notre devoir est d'adopter un plan stratégique pour permettre à notre peuple dans al-Qods de rester dans leur ville, leur pays, en soutenant leur vie économique, éducative, médicale, et cela immédiatement. »

Pour protéger la ville d'al-Qods et sa population et la mosquée al-Aqsa et les lieux saints, sheikh Raed Salah a définit plusieurs cercles de soutien. Il y a d'abord les actions et la fermeté dans la ville même puis « les Palestiniens de l'intérieur, ceux de Cisjordanie et Gaza, les peuples arabes et musulmans et les régimes. Nous tous avons un rôle et il faut rassembler nos efforts et nos rôles. Nos rôles sont différents en fonction de notre situation ».

Ce qu'il faut, d'après sheikh Raed Salah, c'est d'abord expliquer la situation de la ville et faire connaître aux peuples du monde que l'occupation sioniste est responsable de toute cette injustice qui se déroule. Il faut montrer également la dimension palestinienne, arabe et musulmane d'al-Qods car elle est « une question palestinienne, arabe et musulmane, et qui va vaincre, avec l'aide de Dieu. Comme elle a vaincu les envahisseurs par le passé, elle va vaincre aujourd'hui et demain, s'il le faut. C'est cette voix que nous devons élever. Dans l'intérieur palestinien, nous devons aider notre peuple à demeurer et à se fixer dans al-Qods, par tous les moyens dont nous disposons : financiers, juridiques, présence humaine, les visites al-Bayariq, nous devons également assurer une présence quotidienne pour les prières de l'aube et du soir car la mosquée al-Aqsa est menacée par des individus et des groupes. Elle a besoin de cette protection humaine. Nous assurons ce rôle mais il faut être plus nombreux et plus forts, en coopération avec la population d'al-Qods. C'est notre stratégie.

Concernant le rôle de notre peuple en Cisjordanie et Gaza, il doit être constamment en éveil par rapport à cette question. Cet éveil a constitué une dissuasion à la politique de l'occupation et il faut qu'elle soit de nouveau opérante, une dissuasion politique, médiatique et populaire, en Cisjordanie et Gaza. Cela aidera à restreindre l'expansion de l'occupation dans al-Qods et la mosquée al-Aqsa. Mais cela ne pourra sa réaliser, de manière parfaite, qu'avec la réconciliation palestinienne. »

Questionné à propos de l'unité d'action qui caractérise l'intérieur palestinien, sheikh Raed Salah a souligné que face aux lois racistes et aux pratiques de l'occupation, qui visent l'étouffement des Palestiniens de l'intérieur, au présent et pour l'avenir, les Palestiniens sont unis dans la lutte et leur refus de toutes ces mesures coloniales. Il a rappelé le rôle du haut comité de liaison des masses arabes dans lequel sont représentés tous les partis politiques arabes ainsi que les comités et associations présentes sur le terrain. « Notre réponse, c'est l'adoption par le haut comité de liaison dirigé par Mohammad Zaydan d'une stratégie de résistance et de défi pour rester dans notre terre, nos maisons et nos lieux sacrés. Nous sommes déterminés à demeurer et à ne pas recommencer la scène de la Nakba en 1948. C'est sur cette base que nous nous appuyons tous ensemble, dans l'unité. Nous devons également défier l'oppression, ne pas accepter la confiscation de nos terres, de nos lieux saints et la démolition de nos maisons, ni notre poursuite par les services sécuritaires ou notre enfermement dans les prisons sionistes. Nous faisons un effort pour avoir une vision claire, une détermination forte et une coopération entre nous dans l'intérieur. C'est pourquoi nous disons que nous resterons tant que resteront le thym et l'olivier. »

A propos de la réconciliation palestinienne, sheikh Raed Salah a rappelé qu'il y a quelques jours, une délégation du haut comité de suivi des masses arabes a été reçue à Ramallah par le premier ministre Fayyad afin de lever les obstacles à la réconciliation nationale. « Des discussions ont duré pendant des heures et nous sommes convaincus que la réconciliation passe par trois phases, qui sont : d'abord circonscrire le conflit, ensuite passer à une coordination sur le terrain entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, et instaurer un climat propice en réglant la question des prisonniers politiques en Cisjordanie et Gaza et l'adoption d'un discours médiatique éloigné des tensions. Nous pensons qu'il est nécessaire de commencer par une coopération pratique et sérieuse pour soutenir par exemple les prisonniers, al-Qods et le droit au retour des réfugiés ».

Concernant l'impasse politique du règlement de la question, sheikh Raed Salah a mis en cause les Etats-Unis, surtout, les accusant de participer directement à la judaïsation de la ville d'al-Qods. « Je pense que la partie intéressée par la judaïsation d'al-Qods, ce n'est pas seulement l'occupation israélienne, mais également les Etats-Unis qui veulent également judaïser la Cisjordanie. Je peux fournir des indices, l'exemple ce sont les milliards dépensés pour judaïser la Cisjordanie et financer les colonies qui sont devenues de grandes villes, au point qu'elles deviennent l'essentiel du paysage, et dans peu de temps, nous apparaîtrons comme une minorité. Ces milliards de dollars, ce sont des financements américains. Donc, quand j'entends les Etats-Unis dire qu'ils s'opposent à la construction de colonies, mais d'autre part, ils soutiennent et financent, je conclus qu'ils mentent, et ce sont des menteurs. J'ai le droit de le dire. Il y un plan, le plan « Zamoch » qui se déroule aujourd'hui dans la vieille ville d'al-Qods et la mosquée al-Aqsa. Ce plan concerne l'extension de la judaïsation financée par des milliards de dollars, dont la source est occidentale, européenne ou américaine. Cela se passe dans al-Qods, il n'y a pas seulement un plan israélien pour judaïser al-Qods ou la Cisjordanie, ou la construction d'un temple sur la mosquée al-Aqsa. Il s'agit d'un plan occidental, européen et américain, tout est lié. Je pense que la meilleure réponse à ce plan qui est en train d'être exécuté, c'est la réconciliation autour d'une position unique qui demande la levée du blocus contre Gaza, qui soutient la Cisjordanie et refuse sa judaïsation, qui soutient al-Qods et refuse sa judaïsation, et le refus de tout abandon, même d'une pierre, de la mosquée al-Aqsa, que ce soit de son mur occidental, oriental, au sud ou au nord, dans son sous-sol ou ses places ».

Avant de clôre cette importante interview, sheikh Raed Salah a adressé deux messages, l'un concernant le blocus de Gaza, où il a considéré que les sionistes ont aujourd'hui découvert que c'est Gaza et sa population qui encerclent l'ennemi sioniste, même si le blocus matériel se prolonge contre la bande de Gaza, tout en annonçant que des milliers de personnalités du monde entier vont prochainement venir à Gaza et briser le blocus.

L'autre concerne la nécessité de soutenir al-Qods et sa population et la mosquée al-Aqsa. S'adressant aux peuples arabo-musulmans, il a déclaré : « Ô musulmans, arabes, dirigeants et dirigés, Al-Qods vous interpelle, la mosquée al-Aqsa vous interpelle. Votre soutien est un devoir. Nous serons questionnés à ce propos, par les générations futures, mais aussi par Dieu. Préparons notre réponse, qui n'est valable qu'avec la fin de l'occupation ».

Source : http://french.moqawama.org/essaydetails.php?eid=2683&cid=282

Liberté d’expression, le CAP se souvient, Mr David

Le Comité Action Palestine tient à féliciter M. Alain David, maire socialiste de Cenon, et M. Patrick Duval, directeur du centre du Rocher de Palmer, pour leur conversion récente à la défense de la liberté d’expression. Courageusement, ils ont maintenu la programmation du groupe de rap Sexion d’Assaut, accusé d’homophobie, malgré la pression exercée par les militants des droits des homosexuels et des membres du parti socialiste.

C’est avec étonnement, mais non sans satisfaction, que nous avons appris par voie de presse, que P. Duval et A. David sont devenus des défenseurs obstinés de la liberté d’expression. Pour le premier « C’est un non-sens total au nom d’une soi-disant éthique de se comporter en censeur » ; pour le deuxième, il faut toujours privilégier « la pédagogie à la censure ». C’est tout à leur honneur… Sauf que le Comité Action Palestine n’a pas la mémoire courte et se souvient que ces deux messieurs avaient participé en 2006 à l’interdiction d’un spectacle « Nous sommes les enfants du camp » joué par une troupe de jeunes réfugiés palestiniens. Le Tribunal administratif de Bordeaux avait prononcé une condamnation contre la mairie de Cenon pour atteinte à la liberté d’expression et à un dédommagement de 2000 euros au Comité Action Palestine.

Nous ne pouvons, encore une fois, que les féliciter d’avoir enfin découvert les vertus du dialogue et de l’ouverture à l’Autre, mais nous demeurons, avec toutes nos excuses à ces messieurs, un chouia méfiants : s’agit-il d’une conversion sincère ou leur conception de la liberté d’expression est-elle

à géométrie variable ? Nous attendons avec impatience quelques éclaircissements…

Comité Action Palestine

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

LES DROITS DES PALESTINIENS NE SONT PAS NEGOCIABLES

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation . Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L'OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth. L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un épisode dans le plan sioniste d'annexion et de judaïsation de toute la Palestine. **L'ère des massacres commence dès la création de l'Etat d'Israël** . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l'exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s'inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer. Parce que la résistance populaire est plus forte, l'exil massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, Israël a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser l'armée israélienne qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle a décuplé la détestation internationale d'Israël et renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde.

Aujourd'hui comme hier, les États occidentaux et la plupart

des Etats arabes se distinguent par leur soutien à tous les crimes perpétrés par les sionistes. Mais le soutien des ces Etats, avec les Etats-Unis à leur tête, réside surtout dans **l'élaboration de plans dits « de paix » qui, les uns après les autres, visent à la capitulation du peuple palestinien et à l'abandon de ses droits fondamentaux**. La stratégie de ces plans de « paix » est toujours la même: faire pression sur les Palestiniens afin de faire taire la résistance, gagner du temps pour poursuivre la colonisation, entériner l'avancée du projet colonial sioniste dans de nouveaux accords. Les accords d'Oslo (1993) ont été signés dans le contexte de la première intifada et avaient pour objectif de désamorcer la résistance populaire et stopper l'essor concomitant du Hamas. Ces accords ont aussi abouti à la formation de l'Autorité palestinienne qui n'est rien d'autre qu'une structure de supplétifs, de collaborateurs œuvrant pour la sécurité d'Israël et le maintien de l'ordre colonial sioniste. La seconde intifada qui a éclaté en 2000 a mis fin à la supercherie du processus d'Oslo. Mais l'Autorité palestinienne s'est maintenue grâce à ses forces de sécurité dirigée depuis 2005 par le général américain Dayton. En Cisjordanie, les forces de Dayton imposent une dictature complète : répression des mouvements populaires, censure de la presse, arrestation et torture quotidienne des militants du Hamas.

Après l'échec d'Oslo et effrayés par les victoires du Hamas au niveau politique (élections législatives de janvier 2006) et au niveau militaire (mise en déroute et expulsion des collaborateurs du Fatah de Gaza en juin 2007), les sionistes et leurs alliés occidentaux se devaient de réagir. Pareillement au blocus imposé à Gaza, ils lancèrent en novembre 2007 les négociations d'Annapolis, un nouveau leurre pour gagner du temps et poursuivre la colonisation. En effet le fond des discussions entre le pouvoir sioniste et la clique d'Abbas portait essentiellement sur la sécurité d'Israël et la renonciation aux droits fondamentaux des Palestiniens comme le droit au retour des réfugiés. En 2008, Abbas ne déclarait-il

pas 2008 « qu'il est en effet inconcevable de penser que tous les réfugiés pourront rentrer chez eux » ? **Aujourd'hui, le nouveau round des négociations engagé à Charm AL Cheikh sous égide américaine n'a pas d'autre but que de faire reconnaitre à la partie palestinienne le caractère juif de l'Etat d'Israël** . Il s'agit ainsi de faire accepter de facto la judaïsation rampante des villes palestiniennes. C'est aussi, à n'en pas douter, un moyen de préparer la déportation massive des Palestiniens de 48 considérés par les leaders sionistes comme une « menace stratégique ».

Que ce soit par la guerre, les massacres ou les processus de négociation, l'Etat israélien poursuit toujours le même objectif : la colonisation de toute la Palestine et sa judaïsation intégrale . Face à cette entreprise de destruction de leur peuple, de spoliation de leurs terres, et de négation de leurs droits, les Palestiniens ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leur résistance pour contrer la puissante machine de guerre coloniale israélienne. Ils l'ont déjà démontré à maintes reprises depuis 60 ans. Mais leur victoire héroïque en janvier 2009 lors de la guerre barbare conduite par l'entité sioniste est le meilleur exemple de la détermination des Palestiniens pour défendre leur terre. Malgré la dissymétrie abyssale des forces en présence, la résistance est toujours debout et le Hamas n'a pas été délogé. Le mouvement n'a effectué aucune concession sur les droits fondamentaux des Palestiniens. Comme en Algérie et au Vietnam dans le passé, comme en Afghanistan et au Liban aujourd'hui, cette victoire démontre que la résistance populaire est la seule voie conduisant au renversement du système colonial juif.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est

arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

*** La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
*** Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**
*** La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
*** La libération de tous les résistants emprisonnés.**

Comité Action Palestine

Al-Jalil et al-Naqab: entre l'oppression coloniale et l'épuration ethnico-religieuse

le 8/9/2010 17:20:00 (998 lectures)

Dans cet article, **Fadwa Nasser** montre, de manière incontestable, que le projet sioniste depuis ses débuts peut se résumer en deux mots : expulser et judaïser. L'objectif sioniste à vouloir faire de la Palestine un Etat juif débarrassé des arabes et des confessions non-juives se traduit aujourd'hui par une accélération de la politique d'expulsion de Palestiniens et de destruction de maisons et de villages, notamment dans la région du Naqab au sud et dans la région d'Al Jalil au nord des territoires occupés en 1948.

L'intérêt de ce texte réside principalement dans le souci du détail qui décortique cette politique de « grignotage des terres » et donne à voir le projet sioniste de judaïsation dans toute son étendue criminelle. Après un rappel historique précis et documenté, l'auteur met en évidence la poursuite de cette stratégie, menée avec beaucoup de détermination, et qui consiste tout simplement à détruire le peuple palestinien.

Qui peut contester ce propos de Fadwa Nasser : « dans une région arabo-musulmane où les différentes religions et confessions ont généralement vécu dans l'entente et la paix, mis à part quelques épisodes tragiques, le projet sioniste d'un Etat juif représente à lui seul un crime contre l'humanité. Et c'est ce à quoi tendent les sionistes, soutenus par ce qui s'appelle la « communauté internationale » et le conseil de l'insécurité de l'ONU » ?

Au mois de juillet 2010, l'occupation sioniste a détruit le village al-Araqib situé au nord de Beer Saba', dans al-Naqab, région méridionale de la Palestine occupée en 1948. La suppression physique de ce village non-reconnu fait partie d'un vaste plan criminel que les sionistes envisagent pour cette région : détruire les villages palestiniens qui s'y trouvent, la plupart non-reconnue par l'administration coloniale et regrouper leur population dans les sept villages situés au nord du Naqab, sorte de cités-dortoirs que les Israéliens ont construits, sinon les expulser vers la Cisjordanie ou la Jordanie, installer les colons sur les terres confisquées et construire des villes-colonies. C'est ce que les sionistes appellent « plan de développement », terme qui traduit exactement la mentalité coloniale puisque s'il y a un développement, il s'agit uniquement de celui de la présence juive et sioniste au détriment de la population arabo-palestinienne.

A l'autre bout de la Palestine occupée en 48, au nord, s'étend al-Jalil, région menacée elle aussi par le même plan. Dans la partie basse d'al-Jalil, la ville palestinienne de Nasra, berceau du christianisme, y défie les colons venus d'Europe centrale, de Russie ou d'ailleurs. Malgré les confiscations des terres et les lois coloniales qui les ont légalisées, malgré la construction de colonies, bien avant même la fondation de l'Etat, malgré toutes les mesures d'étouffement des Palestiniens que les sionistes s'ingénient à concevoir et à appliquer depuis plus de soixante ans, les Palestiniens résistent et luttent pour rester sur leur terre et y vivre dans la dignité.

Au centre, près de Jénine et de Tulkarm en Cisjordanie, se trouve al-Muthallath (le Triangle) région occupée en 48, encore majoritairement peuplée de Palestiniens, malgré les colonies et les routes construites sur les villages de wadi (la vallée de) Ara. La ville d'Umm al-Fahem défie là encore les autorités de l'occupation, surtout depuis que le mouvement islamique de sheikh Raed Salah s'y est installé pour mobiliser la population autour de projets autonomes de développement. Le plan sioniste concernant cette région est différent : l'échange territorial. Sous ces termes, différentes visions se complètent ou s'affrontent, mais il s'agit globalement de rattacher les zones les plus densément peuplées (les villes) à la Cisjordanie tout en se gardant le maximum de terres, en contrepartie des colonies situées en Cisjordanie. Les sionistes espèrent ainsi se débarrasser de la population palestinienne tout en conservant ses terres, mais aussi détacher une partie de la Cisjordanie colonisée pour la rattacher à l'Etat sioniste, qui serait ainsi, selon ce plan démoniaque, un Etat aussi juif que possible. Dans une région arabo-musulmane où les différentes religions et confessions ont généralement vécu dans l'entente et la paix, mis à part quelques épisodes tragiques, le projet sioniste d'un Etat juif représente à lui seul un crime contre l'humanité. Et c'est ce à quoi tendent les sionistes, soutenus par ce qui s'appelle « la communauté internationale » et le conseil d'insécurité de l'ONU.

Rappel historique et données géographiques

Lorsque les sionistes ont installé leur administration coloniale sur les terres occupées de la Palestine, en 1948, après en avoir expulsé une grande partie de sa population arabe vers les pays voisins, ils n'avaient colonisé qu'une faible partie de ses terres : les colonies se comptaient sur les doigts de la main. Malgré l'expulsion d'une grande partie de sa population, la Palestine était demeurée palestinienne. En fait, les sionistes ont appliqué avant 1948 et continuent à appliquer la première partie de l'équation sioniste : « une terre sans peuple », consistant à « vider » le lieu par l'expulsion des Palestiniens.

Dès 1950, l'administration coloniale procède à la confiscation systématique des terres palestiniennes, celles des réfugiés mais aussi celles des Palestiniens restés sur place, appliquant une autre équation sioniste : « le maximum de Palestiniens sur le minimum de terres ». C'est ainsi que les Palestiniens assistent, non sans résister, à leur étouffement progressif dans des espaces étroits autour de leurs villes et villages, alors que leurs terres, agricoles ou non, sont confisquées et livrées aux colonies qui s'étendent progressivement dans le pays.

Les études consacrées à la question et les témoignages palestiniens révèlent plusieurs étapes de la colonisation-judaïsation d'al-Jalil et d'al-Naqab. Dans al-Jalil, les colons sont très tôt installés sur les terres palestiniennes, à la place des réfugiés mais ils occupent essentiellement les zones « frontières », celles avec les pays arabes (Liban, Syrie, Jordanie), les sommets des collines ou montagnes (colonies postes) et les lieux stratégiques servant à démanteler toute agglomération palestinienne. Ainsi furent construites les immenses colonies-villes de Nitsirit-Ilit et de Karma'il, la première au-dessus de Nasra, pour empêcher son extension, et la seconde dans la plaine, au milieu d'un ensemble de villages (Arrabe, Sakhnine, Deir Hanna d'un côté et Majdel Kroum, Baana et Nahaf de l'autre) pour briser leur unité et empêcher leur liaison naturelle.

Comme l'a si bien décrit l'auteur et journaliste anglais Jonathan Cook, en parlant de la disparition progressive de la ville de Bisan, au nord de la vallée du Jourdain, le grignotage de terrain semble être une des stratégies sionistes les plus suivies pour s'emparer des terres. D'ailleurs, cette politique de grignotage est effrontément appliquée, avec la collaboration de la FINUL, sur les terres du sud du Liban, avec la question d'une ligne bleue et d'une zone intermédiaire. A partir d'un point donné, les colonies s'étendent et grignotent les terres autour d'elles. Elles les avalent les unes à la suite des autres, tel un ogre affamé, jusqu'à se heurter aux constructions palestiniennes, aux abords des villages palestiniens surpeuplés. Là, intervient le judiciaire israélien, qui considère que la construction « gênante » est illégalement construite. Le bras policier aidé des bulldozers procède à sa démolition. C'est, d'une manière simplifiée, la manière de procéder de la judaïsation ou du « développement » sioniste. Les détails servent à montrer les différentes facettes de la même politique à laquelle s'ajoutent falsifications, violence, arrogance, racisme, bref, le sionisme dans toutes ses dimensions, politiques, sécuritaires, inhumaines et immorales.

Dans al-Naqab, vaste région semi-désertique qui représente 40% de la terre palestinienne (12.577 Km2), la judaïsation a commencé dans les années 50. Après plusieurs massacres commis en 1948, visant à expulser les Palestiniens vers l'Egypte ou la Jordanie, l'unité 101, soutenue par des avions de combat et dirigée par Sharon poursuit l'épuration ethnique en 1953 en massacrant la tribu Azazmeh. Elle détruit leurs maisons et leurs biens. Il s'agissait de donner une leçon, comme pour le massacre de Deir Yassine dans la zone d'al-Qods, en vue de faire fuir les quelques milliers de Palestiniens qui y sont restés. Concernant leurs terres, les lois de l'expropriation votées par le Knesset dans les années 50 permettent aux sionistes de s'emparer de l'ensemble des terres palestiniennes au Naqab, si bien qu'il ne leur reste que 2% que les sionistes veulent leur arracher actuellement. En 1969, l'institution israélienne adopte une loi consistant à fixer les Palestiniens dans quelques villages, cités construites au nord d'al-Naqab, en en faisant une main d'œuvre disponible pour les industries israéliennes. Il s'agissait surtout de concentrer la population palestinienne sur le minimum de terres au moment l'institution israélienne étalait le faible nombre de colons juifs sur le maximum de terres. Alors qu'ils étaient plus de 100.000 dans al-Naqab avant 1948, l'expulsion a réduit le nombre de Palestiniens à presque 14.000 Palestiniens après la Nakba. Ils sont actuellement près de 200.000 (28% de la population globale, avec les colons, d'al-Naqab) dont 86.000 vivent dans 45 villages non-reconnus. Ne pas reconnaître un village veut dire que l'Etat sioniste ignore, tant dans son administration que dans ses divers services, la présence d'une population regroupée dans des villages, bien qu'ils soient considérés « citoyens » de cet Etat. Ces villages ne sont équipés d'aucun service, ni eau, ni électricité, ni téléphone, ils n'ont ni écoles, ni centres de soin. Ils ne sont pas indiqués sur les cartes officielles de l'Etat et ne sont inclus dans aucun plan de « développement », sinon par leur destruction. Certaines lignes de chemin de fer passent en plein milieu du village que l'administration ne voit pas. La population des villages non-reconnus se situe entre 400 et 5000 personnes par village (en 2005, le village al-Araqib était peuplé de 2300 personnes). Les terres confisquées d'al-Naqab sont pour la plupart consacrées à l'armée, aux essais et centrales nucléaires et aux colonies. S'y trouvent également plusieurs prisons où sont détenus les prisonniers palestiniens.

Quant à la principale ville de la région, Beer-Saba', fondée par les Ottomans pour assurer la liaison entre Gaza et al-Khalil, sa population a été entièrement expulsée en 1948, ses maisons sont actuellement habitées par les colons, sa principale mosquée transformée soit en musée, soit laissée à l'abandon et le tribunal saisi refuse de la remettre aux musulmans.

Judaïsation d'al-Jalil et d'al-Naqab : une épuration ethnico-religieuse en cours

Ayant constaté, un siècle plus tard, que des Palestiniens sont encore concentrés dans certaines régions, les dirigeants sionistes ont tiré la sonnette d'alarme. Déjà en 1976, le rapport du gouverneur militaire de la région nord (al-Jalil), Koenig, avait fait ce constat, avant de soulever la colère palestinienne qui s'est traduite dans la journée de la terre, le 30 mars 1976. Près de trente ans après, les sionistes reviennent à la charge, ayant bien pris soin auparavant de faire accepter leur projet d'Etat ethnico-religieux juif par certains dirigeants arabes et palestiniens. N'est-ce pas Mahmoud Abbas qui a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il reconnaissait l'Etat sioniste dans « ses frontières » et qui avait décrit les Palestiniens de 48 comme étant « les étrangers » dans l'Etat sioniste ?

Dans al-Naqab, les sionistes envisagent la destruction et l'effacement des 45 villages non-reconnus et qui sont en majorité situés autour de Beer Saba' soit au nord d'al-Naqab, entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Des colonies agricoles existent déjà vers la frontière avec Gaza, et d'autres sont en cours d'installation sur la frontière avec le Sinaï égyptien. Mais toute la zone comprise entre Beer Saba' et la Cisjordanie est encore habitée par les Palestiniens, qui ne représentent d'ailleurs que 28% de la population du district, selon le conseil régional des villages non-reconnus (2006). N'ayant pas un nombre suffisant de colons pour les installer, les dirigeants sionistes y ont développé le concept des « fermes individuelles », qui rompt avec les colonies collectives (kibboutz ou moshav) et dont un des pionniers n'est que le fils d'Ariel Sharon. Ceci permet de voler de grandes superficies de terres et de n'y installer qu'une famille. Dès les années 70 s'engage une des campagnes les plus criminelles contre la population d'al-Naqab : les « patrouilles vertes » du ministère sioniste de l'intérieur, instituées par Sharon en 1977, sortes de commandos soi-disant pour protéger la nature, que les Palestiniens appellent « patrouilles noires », interviennent dans les villages, déposent des ordres de démolition sur les maisons, tuent les troupeaux et au cours des années 2004-2005, font appel à des hélicoptères pour arroser de pesticide les champs prêts pour la moisson. En 1984, « Israël » fonde « le département pour le développement des Bédouins » en vue de contrôler la vie des Palestiniens dans al-Naqab et les pousser à quitter leurs villages pour vivre dans les cités qu'il leur a construits. En 2003, Sharon proclame que la judaïsation d'al-Naqab est une politique définitive et qu'il faut en finir avec « le problème des Arabes ». En 2004, la loi de « l'expulsion des envahisseurs » est votée à la Knesset, elle vise les Palestiniens vivant dans les villages non-reconnus. De même, en 2004, le président du conseil régional des colonies d'al-Naqab propose l'installation d'un million de juifs rien que sur cette partie de la Palestine, pour « faire face à l'invasion bédouine des terres de l'Etat ». En réalité, c'est depuis 2000 que le processus de l'épuration ethnico-religieuse s'est accélérée, les lois et les déclarations n'étant qu'une confirmation officielle de ce qui se déroulait déjà sur le terrain.

Mais les Palestiniens d'al-Naqab résistent. A chaque démolition, ils reconstruisent. Chaque objet volé par les policiers et les colons (en 2007, des camions ont été affrêtés pour transporter les meubles des maisons démolies) est aussitôt remplacé, grâce à la solidarité inter-communautaire et des mouvements politiques palestiniens. Le mouvement de Sheikh Raed Salah a inauguré, dès 2006, les « journées de liaison », pour célébrer la journée de la terre du 30 mars en reconstruisant les villages non-reconnus d'al-Naqab : maisons, plantations d'arbres, nettoyage des cimetières, pavage de routes, construction des mosquées, etc.. pour que la population continue à y vivre. Bien qu'étant visé depuis plusieurs années, le village d'al-Araqib est devenu la cible principale des destructions depuis deux ans. En 2005 déjà, des unités spéciales y rasent près de 4000 dunums de terres cultivées de blé et d'orge et s'abattent sur la population, arrêtant cinquante personnes, après avoir placé la zone sous couvre-feu. Tout récemment, en juin 2010, le gouvernement sioniste et le ministère de la « sécurité » intérieure lancent une campagne et forment un commando pour « faire cesser l'appropriation des terres par les Arabes » et notamment dans la région de Beer Saba', voulant signifier par là une accélération de l'épuration ethnico-religieuse.

Quant à la région d'al-Jalil, le plan de judaïsation consiste d'une part, à étouffer de plus en plus les villes et villages palestiniens en rattachant ce qui reste de leurs terres à des agglomérations juives par un découpage administratif conçu spécialement dans ce but. De plus en plus, les villages arabes sont rattachés à des entités sionistes plus globales qui gèrent toute l'agglomération, les villages arabes devenant des quartiers dépendant de la structure juive, ce qui signifie concrètement que leur développement n'est que marginal et que le financement de leur localité vient au dernier rang. De même, leur politique d'éducation, d'emploi, de voirie, etc.. ne sont pris en compte que dans la mesure où ces questions sont intégrées dans l'agglomération juive. D'autre part, il s'agit de faire éclater toute agglomération palestinienne existante, par le biais de construction de colonies à l'intérieur même de ces agglomérations de sorte qu'elles ne puissent pas concevoir une politique de développement commune et en prévision du grignotage progressif de la colonie en direction des terres qui l'entourent.

Au mois d'octobre 2009 s'est tenu le quatrième congrès de la judaïsation d'al-Jalil, en présence du président sioniste Shimon Pérès, d'ailleurs principal concepteur et acteur de l'épuration ethnico-religieuse dans al-Jalil et al-Naqab. Y étaient également présent Netanyahu, premier ministre et plusieurs ministres et responsables sionistes. Ces congrès réguliers visent à faire le point sur l'avancée ou la stagnation de leur plan. Al-Jalil est actuellement habitée par 900.000 Palestiniens, soit environ 50% seulement de la population globale. Ce taux semble catastrophique pour les sionistes qui veulent le réduire, en augmentant d'une part le taux des colons juifs et en décourageant les Palestiniens d'y vivre. C'est pourquoi les congrès successifs ont conçu d'exécuter des travaux à grande échelle comme des routes reliant entre elles les colonies situées dans al-Jalil et des lignes de chemin de fer pour relier les grandes colonies, du genre Karma'il, aux villes côtières. Outre le fait que les routes et les chemins de fer seront construits sur les terres arabes, ils serviront à encercler et marginaliser les villages et les villes palestiniennes, en les contournant (comme cela se déroule en Cisjordanie).

Ils envisagent également de construire des colonies pour installer 300.000 Juifs en vue de modifier l'équilibre démographique et étouffer la présence palestinienne et de construire une nouvelle zone industrielle près de Nasra pour attirer la main d'œuvre juive dans cette région. Par ailleurs, il est conçu d'agrandir les colonies existantes en construisant 10.200 unités de logements.

En 2009, a été dévoilé le plan de construction d'une grande colonie pour les juifs haridim (religieux) sur les terres palestiniennes de Kfar Kanna, Shajara et Ayn Mahel (au nord de Nasra) : 10.000 unités de logements pour installer 50.000 colons. Une partie des terres de Ayn Mahel avait été déjà confisquée dans les années 60 pour construire la colonie de Nitsirit-Ilit. Avec le nouveau plan, ce sont toutes les terres de ce village qui sont confisquées. C'est depuis le désengagement de la bande de Gaza en 2005 que la construction des villes « haridim » a pris son élan : il en est prévu une dans al-Naqab, une autre dans al-Muthallath et une troisième dans al-Jalil, de même que des quartiers spécifiques dans les villes appelées « mixtes » comme à Akka. Ces villes-colonies ou quartiers vont servir à lancer des attaques racistes contre les Palestiniens, comme cela s'est déroulé à Akka en octobre 2008 et comme cela se passe régulièrement en Cisjordanie.

La judaïsation d'al-Jalil, c'est également la destruction et l'effacement des traces de l'histoire et de la culture palestiniennes et l'invention d'une histoire juive. Une grande partie des mosquées, églises, maqams et autres lieux religieux arabes sont soit détruits, soit transformés en enclos pour les bêtes, soit en bars et restaurants dans les colonies sionistes. Les pancartes de signalisation des villes et villages arabes reprennent rarement le nom arabe, qui est remplacé par une langue hybride faite pour judaïser les noms arabes.

Contre ces plans de judaïsation, que ce soit dans al-Jalil ou dans al-Naqab, la population est mobilisée et mène régulièrement des actions pour les dénoncer et pour y faire face. Mais l'Etat sioniste compte beaucoup sur le financement européen et états-unien pour le concrétiser. Shimon Pérès espère pouvoir obtenir cette aide s'il vend le projet comme faisant partie d'un « plan de paix global », ce qui signifie en clair anéantir les Palestiniens de 48 dans un plan de règlement global. C'est la menace qui pèse particulièrement sur les Palestiniens de 48, après les accords d'Oslo surtout, où leur appartenance au peuple palestinien a été ignorée et où leur cause a été écrasée. Néanmoins, avec la présence de la résistance islamique armée au Liban, il semble peu probable, quelles que soient les aides accordées pour la judaïsation d'al-Jalil, que les colons juifs acceptent d'y vivre. Seuls les plus fanatiques d'entre eux répondront à l'appel de Shimon Pérès et Netanyahu et accepteront d'affronter les Palestiniens d'al-Jalil. Néanmoins, il est nécessaire que les médias dans le monde s'intéressent de plus en plus à cette question pour briser l'étau que les sionistes serrent autour des Palestiniens de 48, souvent oubliés ou négligés.

Fadwa Nassar

le 10-08-2010

source : http://french.moqawama.org/essaydetails.php?eid=1813&cid=282

Les palestiniens de 1948 : de l’oppression à la résistance

le 29/8/2010 10:10:00 (1481 lectures)

Soixante ans après la Nakba (la catastrophe en arabe- destruction de 500 villages et expulsion de 800 000 Palestiniens), les Palestiniens de 48, ceux qui vivent aujourd’hui dans les territoires occupés par Israël en 1948 , traversent une période des plus critiques de leur histoire. Les déclarations à leur encontre, émanant des dirigeants israéliens, se multiplient. Il n’existe pas en Israël de courant qui se situe hors de cette volonté politique d’élimination des Palestiniens.

Le sionisme s’est édifié dans la négation du peuple palestinien et les seules options qui ont prévalu historiquement dans la gestion des palestiniens sont le « transfert » (expulsion), l’apartheid ou le génocide. L’objectif de la politique sioniste reste le même, quelque soit la stratégie adoptée, qui est de fonder un Etat ethniquement pur pour les Juifs. La « démocratie israélienne » portée aux nues par les médias européens et américains n’est rien d’autre dans son essence que le racisme institutionnalisé de la suprématie juive. Les Palestiniens de 48 sont clairement perçus par les dirigeants israéliens comme une « menace stratégique ».

Dans le cadre du contexte général d’apartheid envers les Palestiniens de 48, la politique de « transfert » n’a pas disparu, elle a simplement revêtu de nouveaux habits.

L’expulsion a pris la forme de la judaïsation des villes et des quartiers palestiniens. Car Israël mène une bataille démographique contre les Palestiniens, une bataille de purification ethnique. Cette politique de judaïsation s’est accélérée partout en Palestine de 48 ces dernières années. Elle est menée aux moyens de l’extension des colonies, de la construction du mur, du refus de délivrer des permis de construire aux Palestiniens, des démolitions de maisons et de villages entiers dans le Naqab, de l’interdiction du regroupement familial, et enfin d’obligation de reconnaître le caractère juif de l’Etat d’Israël pour faire valoir un certain nombre de droits. C’est à Al Quds que la menace est la plus grande, les sionistes redoublant d’énergie pour effacer le caractère arabo-musulman de cette ville et en chasser les Palestiniens qui y vivent depuis des générations.

L’oppression subie par les Palestiniens de 48 les conduit aujourd’hui à une mobilisation de tous les instants et à la résistance. La lutte de libération palestinienne, menée initialement par les réfugiés, a vu son centre de gravité se déplacer dans les années 80 vers les territoires occupés (Gaza-Cisjordanie) et gagner progressivement depuis les années 2000 les Palestiniens vivant en Israël. La seconde Intifada a ainsi pris naissance à Al Quds. Et depuis les actes de résistance se sont multipliés en Palestine de 48 et la population se mobilise quotidiennement pour revendiquer son arabité, défendre ses droits, empêcher les expulsions, les déportations et les destructions de maisons, manifester sa solidarité envers ses frères de Cisjordanie et de Gaza et sauver Al Quds. La force de ce mouvement populaire, l’unité de ses dirigeants et ses liens avec les organisations de la résistance dans toute la Palestine, mais aussi dans le monde arabe et au niveau international, effrayent au plus au point les dirigeants sionistes.

La répression a augmenté dramatiquement et plus de 1000 jeunes palestiniens des territoires de 48 ont été interrogés par le

Shin Bet après les massacres de Gaza au cours de l'hiver 2008-2009. Tous les responsables des organisations politiques palestiniennes en territoires de 48 (partis et associations) sont particulièrement visés. Depuis trois ans Asmi Bishara, le dirigeant du rassemblement démocratique, a été accusé d'espionnage pour le compte du Hezbollah et forcé à l'exil. Pour les mêmes raisons, Ameer Makhoul, président du comité populaire pour la défense des libertés politiques en Palestine occupée en 1948, et Omar Saïd, du mouvement Abna el Balad, ont été kidnappés, soumis à la torture et maintenus en détention depuis le début du mois de mai dernier. Le Sheikh Raed Salah, dirigeant du Mouvement Islamique de l'intérieur, a été arrêté le 25 juillet dernier pour son action visant à la protection d'Al Quds face à la colonisation sioniste en cours et aux agissements des colons extrémistes. Un membre palestinien du parlement israélien (Knesset) Mohammed Barakeh a reçu un éclat de grenade sonore dans la jambe alors qu'il essayait de protéger des manifestants contre les agressions des forces israéliennes dans le village de Bilin en Cisjordanie. Said Nafa, un autre député palestinien s'est vu retirer son immunité parlementaire à cause d'une visite en Syrie. Enfin la députée Hanin Zoabi vient d'être démise de ses privilèges parlementaires (voyager à l'étranger, passeport diplomatique et assistance juridique en cas de procès). Les sionistes lui reprochent sa participation fin mai dernier au convoi humanitaire maritime qui tentait de briser le blocus de Gaza et qui fût sauvagement attaqué par l'armée israélienne assassinant neuf militants turcs.

Mais la résistance continue, toujours plus unie face à l'oppression. Cette unité s'exprime aujourd'hui dans la bataille contre la déportation des militants et combattants palestiniens, notamment quatre députés au Conseil Législatif Palestinien, issus de la ville d'Al-Quds . Elus en janvier 2006, quand le mouvement de la résistance islamique Hamas gagna les élections sur un programme de lutte et de résistance à l'occupation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah, Muhammad Abu

Tayr et l'ancien ministre, Khaled Abou Arfeh avaient été kidnappés en 2006 par l'occupant lors de la rafle ayant visé une soixantaine de députés et ministres du Hamas, en vue de décapiter la nouvelle direction palestinienne. Libérés de prison récemment, les quatre personnalités ont immédiatement reçu un avis de déportation. Refusant cette déportation, Abu Tayr a été de nouveau arrêté. Pour éviter la déportation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah et l'ancien ministre Khaled Abou Arfeh se sont quant à eux réfugiés dans les locaux de la Croix-Rouge à al-Quds, l'ONU ayant refusé de leur porter assistance et dévoilant une fois encore sa collaboration avec l'occupant. En une dizaine de jours, de larges secteurs du peuple palestinien, venant de toute la Palestine occupée ou en exil, toutes tendances politiques confondues, se sont mobilisés autour de leurs dirigeants menacés de déportation. Ce nouvel épisode de la résistance populaire se situe à l'intersection de deux batailles: l'une contre la déportation des Palestiniens, l'autre concerne le maintien du caractère arabe et palestinien d'al-Quds.

Les Palestiniens de 48 font désormais entendre leurs voix, celle de la liberté, de la justice et de l'indépendance. La bête immonde tremble maintenant car elle sait instinctivement qu'une révolution associant les Palestiniens de 48 aux autres composantes du peuple palestinien augure de sa mort prochaine et de la libération de toute la Palestine historique.

La victoire du peuple palestinien est proche. C'est pourquoi le Comité Action Palestine qui œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine, renouvelle son appel à défendre les principes qui fondent son action politique :

– La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
– Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et

son indépendance nationale.
– La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
– La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine
juillet 2010

Appel à manifestation le 5 juin

MANIFESTATION

le **SAMEDI 5 JUIN à 15H**

Place de la Victoire à Bordeaux

Appel commun :

L'Etat israélien a commis lundi 31 mai 2010 un nouveau crime en s'attaquant à des humanitaires internationaux et, particulièrement, aux ressortissants turcs. Ce crime a fait au moins 9 morts, des dizaines de blessés et plus de 400 personnes kidnappées et retenues en Israël. Nous tenons à condamner cet acte criminel commis dans les eaux internationales et à saluer la mémoires des martyrs et de tous les humanitaires victimes de cet acte de piraterie.

Nous condamnons également le blocus imposé à la population de

Gaza et soutenons le droit à la résistance et à l'autodétermination du peuple palestinien.

Les associations signataires de cet appel tiennent tout particulièrement à dénoncer cette provocation à l'encontre de la Turquie et du peuple turc.

Signataires : Association culturelle solidaire de Posof {ACSP} ; Association Multiculturelle de la Gironde pour la Tolérance {AMGT} ; Association Pisidia Antiochiea Yalvac {APAY} ; Comité Action Palestine {CAP} ; Ici et Là Bas ; International Solidarity Movement {ISM-France}

Appel à manifestation le 2 juin

MANIFESTATION

le **MERCREDI 2 JUIN à 18H**

Place de la Victoire à Bordeaux

Appel commun :

L'Etat israélien a commis lundi 31 mai 2010 un nouveau crime en s'attaquant à des humanitaires internationaux et, particulièrement, aux ressortissants turcs. Ce crime a fait au moins 9 morts, des dizaines de blessés et plus de 400 personnes kidnappées et retenues en Israël. Nous tenons à condamner cet acte criminel commis dans les eaux internationales et à saluer la mémoires des martyrs et de tous les humanitaires victimes de cet acte de piraterie.

Nous condamnons également le blocus imposé à la population de Gaza et soutenons le droit à la résistance et à l'autodétermination du peuple palestinien.

Les associations signataires de cet appel tiennent tout particulièrement à dénoncer cette provocation à l'encontre de la Turquie et du peuple turc.

Signataires : Association Ataturc ; Association culturelle solidaire de Posof {ACSP} ; Association Multiculturelle de la Gironde pour la Tolérance {AMGT} ; Association Pisidia Antiochiea Yalvac {APAY} ; Comité Action Palestine {CAP} ; Comité de Bienfaisance et de Solidarité avec les Palestiniens {CBSP} ; Conseil Régional des Associations Islamiques du Sud-Ouest de France {CRAISOF} ; Conseil Régional du Culte Musulman-Aquitaine {CRCM}

---

14 mai 1948, création de l'Etat d'Israël : La grande catastrophe pour le peuple palestinien

le 17/5/2010 8:30:00 (2284 lectures)

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l'Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d'abord la forme de la légitimité internationale lorsque l'Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, instituant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque là à peine 7 % des terres.

Cette catastrophe, c'est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c'est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés (environ 5 millions) attendent toujours de retourner chez eux.

La catastrophe continue aujourd'hui. Le vol de la terre se poursuit, et l'épuration ethnique est partout à l'œuvre, principalement à al-Quds (Jérusalem), dans le Naqab et la vallée du Jourdain. La répression est quotidienne. Chaque jour, plusieurs dizaines de Palestiniens sont kidnappés et torturés. Il y a déjà 11000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes. Outre l'apartheid qu'ils subissent quotidiennement, la pression s'accentue aussi sur les Palestiniens de 48 (ceux qui sont restés chez eux lors de la création de l'Etat sioniste en 1948). Plusieurs villages ont été détruits et des responsables politiques sont menacés d'expulsion. Même si les difficultés sont énormes, même si Israël est l'un des Etats les mieux armés du monde, même s'il a toujours été soutenu par les puissances occidentales (Angleterre, France puis Etats-Unis, Europe), la résistance palestinienne a réussi à contrecarrer la volonté expansionniste d'Israël. L'évacuation de Gaza en 2005, si elle fut présentée par les dirigeants criminels d'Israël comme un retrait tactique, n'en constitue pas moins pour eux un échec. En effet, ce territoire était devenu ingérable pour les sionistes en raison de l'intensité et de la pugnacité de la résistance du peuple palestinien. **Le processus d'expansion d'Israël qui a culminé avec l'occupation de toute la Palestine en 1967, du Golan syrien et du Sinaï égyptien, a poursuivi son recul avec la libération de Gaza.**

Et ce n'est pas la seule défaite encaissée par les sionistes dans la région. Car depuis 2000, l'armée des colonisateurs juifs va de déboires en déconfitures. Il y a vingt ans l'armée coloniale a dû se retirer du Sud-Liban face à la détermination de la résistance libanaise organisée par le Hezbollah. En 2006, la résistance libanaise a une nouvelle fois fait plier l'armée. **Le mythe de l'invincibilité de l'Etat sioniste a volé en éclats, malgré les discours éculés des médias occidentaux qui s'ingénient à nous présenter Israël comme un agent de la paix régionale et les résistants islamistes comme des terroristes.** La soi-disant paix, toujours promise, jamais réalisée en raison de la nature guerrière et coloniale de l'Etat israélien, ne fait plus recette en Palestine où en 2006, le Hamas fut élu aux plus hautes fonctions dans le but de continuer la lutte de libération nationale. Ces élections constituèrent aussi une amère défaite politique pour l'Etat terroriste d'Israël qui comptait sur une autorité palestinienne conciliante, inféodée, pour mener à bien sa politique coloniale. En juin 2007, la victoire du Hamas fut parachevée à Gaza après la défaite militaire infligée aux franges collaboratrices du Fatah qui avaient manigancé avec Israël et les Etats-Unis un plan pour renverser le nouveau pouvoir islamiste. La bataille de Gaza, engagée en décembre 2008 pour détruire le Hamas et la résistance palestinienne, s'est soldée par un nouvel échec puisque l'offensive n'a atteint aucun de ses objectifs militaires et politiques.

Confronté à une série d'échecs successifs, l'Etat israélien perçoit plus ou moins confusément sa fin prochaine, sa descente aux enfers, et cherche dans des tentatives désespérées de retrouver une puissance à jamais disparue. Il affame la population de Gaza, il intensifie la colonisation en Cisjordanie et à al-Quds, il emprisonne par milliers les militants palestiniens, il opère des incursions meurtrières et assassine les responsables de la résistance, il adopte chaque jour de nouvelles lois racistes pour étouffer la mobilisation des Palestiniens de 48. Restaurer une puissance évanouie et donner des gages de radicalisme fascisant à une société coloniale qui réclame toujours plus de répression envers les Palestiniens. Début 2009, les sondages n'ont-ils pas montré que la population juive d'Israël estimait à une très large majorité qu'il fallait poursuivre les bombardements sur Gaza au moment où le gouvernement de Tzipi Livni estimait que la guerre perdue devait trouver un terme ?

Plus largement, ces échecs sont ceux des Etats occidentaux qui, dans leur tentative de soumettre tout le Moyen-Orient à la domination d'Israël et donc à la leur, n'ont pas réussi à désarmer ni à contenir les insurrections palestinienne, libanaise, irakienne ou afghane . Au contraire la résistance se trouve aujourd'hui renforcée par la constitution d'un axe moyen-oriental unissant l'Iran, la Syrie, le Liban et maintenant la Turquie. Et une nouvelle déconvenue attend les armées impérialo-sionistes si jamais elles osaient s'en prendre au peuple iranien au nom de la lutte contre la prolifération nucléaire. Mais cette justification guerrière, la même qui avait été utilisée pour envahir l'Irak…, ne doit tromper personne, car s'il devait y avoir désarmement nucléaire il devrait commencer d'abord par les Etats-Unis, Israël et leurs alliés occidentaux.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine. Il réaffirme les quatre principes suivants :

– La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

– Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.

– La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

– La libération de tous les résistants emprisonnés.

Le COMITE ACTION PALESTINE

vous invite à une soirée-débat :

La Palestine et les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient

Le vendredi 14 mai 2010 à 20h30,

à l'Athénée Municipal, place St Christoly,

Bordeaux (Tram A et B, arrêt Hôtel de Ville)

Avec

*– **Mohammed TAHAR BENSAADA** , professeur en sciences sociales :*

*« **La résistance palestinienne et les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient** »*

*– **Recai USTA** , président de l'AMGT*

*« **Le changement politique en Turquie : un tournant au Moyen-Orient** »*

Le 15 mai 1948 : avec la création de l'Etat-colonie Israël, la Palestine est rayée de la carte et une grande partie du peuple palestinien est contrainte à l'exil lors d'une vaste opération d'épuration ethnique.

Plus de 500 villages sont détruits et près de 800 000 Palestiniens expulsés de leur terre. De nombreux massacres ont lieu. Mais 60 ans après, le peuple Palestinien résiste plus que jamais à la plus terrible des colonisations, à l'épuration ethnique qui se poursuit et au régime d'apartheid instauré par l'Etat israélien raciste.